

# L'ALGERIE FACE AU DESEQUILIBRE AGRO-ALIMENTAIRE

Ch. DEPERTHUIS

Thèse d'Etat en sciences économiques à l'Université de Montpellier I  
en octobre 1984.

La méthode d'approche adoptée allie l'analyse aux propositions. La présentation sous forme d'affirmation traduit la conviction de l'auteur qu'une politique agro-alimentaire cohérente, tendue vers l'auto-suffisance, est possible pour le long terme si les termes de cette politique sont correctement posés.

La thèse se déploie en quatre moments à travers :

1) Une présentation de la nature de la dépendance alimentaire telle qu'elle est perçue par les pouvoirs publics, le contenu de l'auto-suffisance alimentaire qui en dérive, et les choix à faire en direction des différents secteurs du complexe agro-alimentaire.

2) Une identification des principales contraintes qui ont limité les performances du système productif agricole et les voies et moyens de les lever.

3) Une analyse des utilisations agro-alimentaires, et des stratégies des ménages et des industries agro-alimentaires (IAA) que la rente pétrolière et la politique sociale de l'Etat ont fortement marquées.

4) Puis viennent en dernier les ajustements souhaitables.

## **I. La dépendance alimentaire et le contenu de l'autosuffisance alimentaire.**

La dépendance alimentaire est perçue par les pouvoirs publics à travers les agrégats macro-économiques par le biais des flux commerciaux. L'autosuffisance alimentaire sera comprise comme un frein des importations, en comprimant la part du poste alimentaire dans la balance commerciale.

L'auteur s'élève contre une telle appréciation qui amène les pouvoirs publics à prendre des décisions de court terme au détriment d'une politique cohérente pour le long terme, la seule conforme à l'objectif d'autosuffisance alimentaire, si cette notion à un sens. La situation actuelle, si elle est en partie le résultat d'une politique sociale de l'Etat bénéficiant d'une certaine aisance financière, est surtout le fait de la faiblesse des relations

sectorielles et des liaisons de l'agriculture avec son environnement. Une politique d'autosuffisance doit être inscrite dans le renforcement des liaisons intersectorielles, et tendue vers la recherche d'une plus grande cohérence du système productif national dans son ensemble.

## **II. Contraintes pesant sur le système productif agricole et les voies et moyens de les lever.**

L'auteur est affirmatif. Ce n'est pas d'une insuffisance de moyens que souffre l'agriculture algérienne, mais de la faible efficacité de leur utilisation, eu égard à la non-maîtrise des composantes de la modernisation mise en œuvre, et à l'assymétrie qui marque l'articulation agriculture-industrie. Les contraintes majeures sont l'eau et la non-adaptation des matériaux biologiques introduits, sur lesquels reposait le pari d'une croissance rapide. La diversité des écosystèmes et la contrainte hydrique interdisent l'adoption d'une gamme réduite à quelques variétés et espèces «à haut rendement». Les transplantations techniques de la période coloniale ont été source d'échecs et d'errements, ce que les revers de la période actuelle ont confirmé. La recherche d'une croissance rapide indépendamment des contextes locaux n'a pas permis à la recherche et à l'expérimentation de s'exprimer. L'exploitation, lieu d'application de ces techniques, n'est pas considérée comme un acteur mais comme un simple récepteur.

— Il faut donc tendre vers la recherche de variétés et d'espèces moins performantes mais réductrices d'aléas, à base de variétés et d'espèces locales, par un renforcement du potentiel de recherche encore embryonnaire, et dont la capitalisation et la valorisation restent faibles.

L'assymétrie de l'articulation agriculture-industrie est marquée par :

— Une absence de liaison des prix des principaux produits agricoles de consommation avec les prix de la production.

— Des IAA, dont le développement est fonction de la demande alimentaire et non de la disponibilité préalable des produits agricoles locaux, vont progressivement se déconnecter de l'agriculture.

— Les choix techniques et les rythmes de modernisation soumis aux exigences de l'intégration constituent une emprise sur l'agriculture sans efficacité réelle.

Dès lors l'intégration agro-industrielle a très peu de chance de se réaliser. Il faut opérer des ajustements à ces trois niveaux pour rendre compatible l'articulation agriculture-industrie.

## **III. Les utilisations agro-alimentaires :**

La structure des utilisations agro-alimentaires est impulsée par la politique sociale de l'Etat. La rente pétrolière a joué un rôle central dans la déconnexion du régime alimentaire des ressources locales, particulièrement les produits de première nécessité.

La demande finale induite par la salarisation massive, coniuguée à la

hausse relative des prix des produits de base, a engendré une forte demande provoquant une mutation rapide du mode de consommation alimentaire rural, et la désintégration des systèmes vivriers locaux : les réserves de l'économie de subsistance n'ont été ni entretenues ni modernisées. Les produits importés vont rapidement se substituer à la production vivrière locale.

La demande intermédiaire est appréhendée par filière. Les filières à demande rapide sont totalement déconnectées du système productif agricole. Le mode de fonctionnement des IAA et leur développement obéissent à l'impératif de satisfaction de la consommation finale, et non au niveau de l'offre des produits agricoles locaux. Pour faire face à la croissance rapide de la demande et réaliser leur équilibre financier, les IAA vont se tourner vers le marché mondial, en abandonnant l'activité d'extraction et en se spécialisant dans le raffinage.

#### **IV. Les ajustements souhaitables :**

L'auteur propose d'infléchir la politique des opérateurs agro-industriels, en portant une attention particulière à la formation de leur coût et de leur prix.

Une fixation d'un taux de change qui doit commander toutes les mutations que doivent opérer les structures productives pour sortir de l'économie rentière, l'auteur suggère à cet effet un système de prix gradué par branche permettant de mesurer les écarts entre les prix d'importation et les prix internes, et entre les prix de production et les prix de détail, accompagné d'un mécanisme de compensation rendant transparent la gestion des entreprises et offices agro-alimentaires.

Au terme de cette présentation, on retiendra l'originalité d'une recherche fortement étayée de données et d'arguments.

Deux aspects importants sont cependant passés sous silence. La question agraire et la nature des relations Etat-Paysannerie ne sont qu'effleurées, alors que le mode d'intervention des offices et des entreprises agro-alimentaires sur le marché international, et leur mode d'insertion dans les échanges ne sont pas abordés.

**Mohamed BENFRID.**

Haudricourt A.G., Brunhes J. et Delamarre M. : «L'homme et la chance à travers le monde», rééd. Lyon, La Manufacture, 1986, 410 p. ill. bibl. (1<sup>re</sup> édit. 1985).

Haudricourt A.G. et Hedin L. : «L'homme et les plantes cultivées», rééd., Paris, A.M. Métaillé, 1987, 181 p. bibl. (1<sup>re</sup> édit. 1943).

Goody S. : «Cuisines, cuisine et classes», Paris, Centre Pompidou, 1984, 405 p. bibl. index (éd. anglaise Cambridge, 1982).

Barreau J. : «Les hommes et leurs aliments. Esquisse d'une histoire écologique et ethnologique de l'alimentation humaine», Paris, Messidor, 1983, 378 p. ill. bibl.

Toussaint-Jamat M. : «L'histoire naturelle et morale de la nourriture», Paris, Bordas, 1987, 590 p, ill. bibl. index.

Pour être concrète, la réflexion sur la dépendance alimentaire doit intégrer les aspects historiques et socio-culturels des techniques agricoles et des «besoins» de nourriture.

Or, historiens, anthropologues et sociologues, dans la lignée de Braudel («Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV-XVIII siècles», t.1) et des «Annales», de Lévi-Strauss («Le cru et le cuit», et la suite) et de Bourdieu «La distinction» s'intéressent de plus en plus à la relation entre manières de produire et manières de manger, aux choix faits par les différentes sociétés entre diverses solutions matériellement possibles, à la signification de ces choix dans les processus de différenciation sociale et d'identification.

Ces quelques livres, récemment disponibles en langue française permettent d'accéder à certains résultats de ces courants de recherche.

La réédition des travaux de A.G. Haudricourt est la bienvenue : la méthode, qui allie compétence d'agronome et compétence de linguiste, permet de comprendre la construction historique de l'agriculture en tant que phénomène social, la combinaison d'innovations et d'emprunts d'expériences et de croyances, d'échanges et de dominations qui a produit la diversité actuelle des agricultures et des pratiques alimentaires à travers le monde.

TRITURE  
ENTS

omme et le  
410 p. ill. en

antes cuba  
)

ntre Pom

d'une h  
aris, Mess

a nourri

entaire  
ues agr

ignée  
XV-17

itu, et  
lus à

au té  
possi  
stati

é

é

é

é

é

La traduction du livre de S. Goody permet d'accéder à une étude de sociologie comparée qui, partant d'analyses anthropologiques, s'interroge sur le sens de la différence entre cuisine ordinaire et « grande cuisine », et débouche sur une analyse de « l'ordre mondial » (culinaire) actuel.

Les livres de J. Barrau et M. Toussaint-Jamat sont tous deux de gros ouvrages largement illustrés. Le premier, écrit par un agronome universitaire, propose une synthèse solidement construite des rapports établis par les différentes sociétés avec leurs écosystèmes, à travers leurs modes d'acquisition et la préparation de la nourriture. Le second, plus anecdotique mais doté d'un bon index, rend sensible la variété des situations et stimule la curiosité.

En permettant de situer les problèmes algériens dans l'espace et dans le temps, ces lectures peuvent aider à les aborder de façon concrète, et à susciter les recherches et réflexions nécessaires pour dépasser l'abstraction des « modèles », modèle agronomique et « modèle de consommation ».

**Codesria** : « The state and agriculture in Africa », edited by Naceur Bourenane et Thandika Mkandawire, Codesria book series (364 A, Regents Park Rond - London n°3 LJ).

Ce livre est le produit d'une des recherches comparatives initiées par le « Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique » (BP.3304, Dakar, Sénégal) dont la revue « Africa Development/Afrique et Développement » est déjà bien connue ? Il est le résultat du travail d'un groupe multinational de chercheurs africains qui a tenu une conférence en 1984 à Addis-Abeba sur le même thème.

Le livre s'ouvre sur une substantielle introduction de Thandika Mkandawire qui, après avoir présenté la problématique et la méthode adoptée par le groupe, dégage de la comparaison entre les cas étudiés 7 thèmes de réflexion principaux :

- La nature sociale des « biais » qui ont marqué les politiques agrolimentaires des Etats africains.
- L'éventualité d'une transformation des agricultures africaines sous l'effet du capital.
- La signification sociale des tendances à la privatisation qui se manifestent actuellement.
- La relation agriculture-industrie.
- La capacité des Etats à gérer le développement agricole.
- Le niveau de maîtrise technologique des agricultures africaines.
- La façon dont les interventions des Etats sur les paysanneries contribuent au processus d'aggravation de la différenciation sociale dans les campagnes.

Suivent 13 contributions par pays (Ghana, Malawi, Swazi, Tanzanie,

Ile-Maurice, Maroc, Egypte, Zimbabwe, Mali, Burkina Faso, Zambie, Algérie, Nigéria, celle consacrée à l'Algérie est présentée par S. Bedrani et N. Bourenane).

La Codersia met ainsi à notre disposition (en anglais) une analyse comparative «vue du dedans» sur un sujet où les manipulations idéologiques d'origine externe sont trop fréquentes. L'introduction en situe bien l'apport original comme «une part du procès de réflexion en cours, de la part des chercheurs africains, pour comprendre le phénomène social majeur de leurs pays respectifs et pour contribuer à la transformation des sociétés de leur continent. Il reste beaucoup de travail à faire...»

## QUELLES BIOTECHNOLOGIES POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ?

Sasson A. : Quelles biotechnologies pour les pays en développement ? Paris, Unesco (Coll. Sextant), 1986.

Albert Sasson par sa formation de biologiste, sa longue expérience de recherche universitaire, et ses activités au sein de la division des sciences écologiques à l'UNESCO est certainement bien placé pour poser une telle question.

Les biotechnologies sont à la mode dans les cercles scientifiques, les perspectives qu'elles laissent entrevoir, vu la diversité des domaines d'application, exerce un grand attrait sur les décideurs. L'enjeu paraît de taille, les grandes firmes et la plus part des pays industrialisés lancés dans la course à la compétitivité consacrent des investissements importants à la recherche en biotechnologie.

Les pays en développement doivent-ils s'engager dans la même voie ? Les biotechniques constituent-elles des solutions ou simplement des outils à manipuler prudemment ? C'est à ces questions qu'Albert Sasson apporte des réponses nuancées. Après avoir retracé pour nous les conditions d'émergence des biotechnologies, les domaines d'application, les perspectives en termes de produits et de marchés, et les enjeux en cours pour les firmes et les Etats, il tempère notre enthousiasme en nous mettant en garde contre tout mimétisme. Les pays en développement pris individuellement n'ont ni les ressources financières ni les capacités technologiques pour tenter une telle aventure.

— Les biotechnologies nécessitent un savoir-faire industriel, un complexe en recherche fondamentale et appliquée, puissant et fortement appuyé par un capital financier. Cette condition est nécessaire à toute politique autonome en matière de biotechnologie.

— Aucun pays en développement ne présente de telles capacités, l'auteur invite les Etats à être plus pragmatiques et à faire preuve de réalisme.

Il faut chercher à tirer profit des techniques relativement simples ne demandant pas d'investissements lourds, telles que la culture de tissus en la liant à la recherche classique en génétique et sélection, les deux se consolidant mutuellement.

— S'appuyer sur les biotechnologies qui améliorent la production agro-alimentaire, particulièrement les produits à forte valeur ajoutée, sans chercher la compétition avec les pays industrialisés.

Même les techniques les plus simples ne sont pas à la portée de la majorité des pays en développement : la coopération régionale et internationale constituent le moyen d'accès à ces techniques pour de nombreux pays.

— La création de réseaux internationaux d'échanges sur les cellules et les micro-organismes, ont constitué les premiers acquis grâce au concours de l'UNESCO ; ils viennent d'être enrichis d'un centre international de génie génétique et de biotechnologie en 1984, avec deux stations de Triest en microbiologie industrielle et celle de New-Delhi s'occupant surtout d'applications agricoles. La mission du centre est double :

- constituer une banque de gènes et acquérir les technologies nécessaires.
- Assurer la formation des chercheurs et spécialistes des pays en développement.

En nous conviant à une coopération régionale et internationale, l'auteur veut nous faire partager ses convictions que l'accès aux biotechnologies des pays en développement passe par la recherche d'une solution collective qui doit être en premier lieu la traduction de la volonté politique de ces pays.

## QUELQUES TRAVAUX SUR LES BIOTECHNOLOGIES

F. Brones : Biotechnologie, mutations industrielles et changements stratégiques : éléments de prospective. Ed. Bio Futur, Paris 1986.

P. Bye-Mounier : Futurs alimentaires et énergétiques et biotechnologies. Rev. Economie et Sociétés, T.XVI, n°9, série H.S., sept.1984.

— Les biotechnologies pour quelles agricultures ? Economie et Humanisme, n°279, sep.-oct.1984.

Collectif - INRA et autres : Biotechnologies et productions végétales. Supplément au n°749 de la revue Chambres d'agriculture, nov.1987.

— Biotechnologie et élevage. Supplément au n°740 de la revue Chambres d'agriculture, Fév.1987.

— Recherche et biotechnologies appliquées à l'agriculture. Revue Chambres d'agriculture, n°742, avril 1987.

Dafsa : Les biotechnologies dans le monde. Stratégie des entreprises et structurelles industrielles. Paris (1982).

Dodet B. : Vaccins : Les nouvelles perspectives. Biofutur n°27, pp.23-33, Paris 1984.



Goma G. et Monsani P. : Les bio-industries ont-elles un avenir ? La recherche n°14, p.1149-1156.

Gouet Ph. : Diarrhées colibacillaires : Les bases de la vaccination, Bio Futur, n°7, pp.69-70, Paris 1982.

Grail J. et Levy Br. : La guerre des semences : Quelles moissons, quelles sociétés ?, Paris, Fayard, 1985, 410 p.

Hennequin J.R., Steck P. et Ronucci R. : Cultures des cellules végétales : Des perspectives industrielles nouvelles. Bio Futur, n°4, pp.11-17 et n°5, pp.41-47, Paris 1982.

Herdhuine E. : Génie génétique, agriculture et pays en voie de développement. Bio Futur, n°18, pp.58-60, Paris 1983.

Langelay-Danysz P. : La biotechnologie et le Tiers-Monde. Bio Futur, Jan.1983, pp.43-44.

Demarly Yves : L'impact possible des biotechnologies sur les semences de l'an 2000. Rev.IAA, fév.1987.

Mendel A. : Les manipulations génétiques, Ed. Seuil, Paris 1980.

De Rosnay J. : Biotechnologies et bio-industries. Ed. Seuil, Paris 1979.

Sasson A. : Les biotechnologies, Défi et promesses. Ed. UNESCO, coll. Sextant, 1983.

— Quelles biotechnologies pour les pays en développement ? Ed. UNESCO, coll. Sextant, 1986.

— Nourrir demain les hommes. Ed. UNESCO, coll. Sextant, 1986.

Yon Bernard : Applications agro-alimentaires des recherches biologiques. Rev. Analyse de la SEDEIS, pp.33-43, janvier 1982.

Orstom : Les ressources génétiques végétales, atouts du développement, Orstom, Paris 1987.

## QUELQUES NUMEROS SPECIAUX

1. Revue d'économie industrielle, n°18, 4<sup>e</sup> trimestre 1981 : Genèse et développement de la bio-industrie.
  2. La recherche, n°188, mai 1987 : L'avenir des biotechnologies.
  3. Europe-Outre-Mer n°683-684-685, jan.fév.1985 : Plantes et fleurs d'Afrique.
  4. Problèmes économiques, n°1486, 28 mai 1976 : Biotechnologies et agriculture, vers une révolution verte.
- Algérie : Rapport sur les biotechnologies à l'INA, déc.1987 : (Présentation des mémoires d'ingénieur et de magistre sur la question).

M. Benfrid, INA

Review of Christian Andersson, peasant or proletarian? Wage labour and peasant economy during industrialization. The Algerian experience. Stockholm : Almqvist and Wiksell international, 1985, 246 p. no price.

This is a study of social change in valleys of Bouhama in the Aures mountains of eastern Algeria, south of Constantine. The main field work was undertaken in 1972 with a follow-up visit in 1982. At the centre of the study are nine households which were visited on a monthly basis for a year on the first occasion. The cases make exiting reading and the local context gets a lively presentation. The study draws on a wider sample survey and on local data on population and economic activity. The author is a Swedish journalist and the study has earned him a doctorate in sociology at Lund University.

The field work is placed in a wider national and historical context : the colonial economy, developments after independence, and the «agrarian revolution». There is an attempt to relate to wider theoretical issues concerning the transformation of peasant societies. The author argues that what is observed is the disintegration of a self-reliant peasant economy as a result of the growing importance of wages and other non-farm incomes in the households. While there were some such other incomes already in 1972, by 1982 they formed the backbone of the household.

We meet Hadfi, a young peasant without land of his own, engaged in share cropping and casual wage labour in 1972. In 1982 he sees a factory worker outside Constantine. We meet Boumaraaf, a rich peasant who owned a tractor already in 1972. He had a small flour mill and engaged in grain trading. By 1982 he had moved to the local town, now employed as a lorry driver by the local government. He still owns farms but they are now fully mechanised and given little attention. In 1972, Meferdji, an «aristocrat» from the forest, was the head of a large family, who had bought farm land in the valley in addition to his herd of goats. In 1982 the family had disintegrated and farming declined. He trades in livestock and works as a part-time mason and carpenter. Salhi rears sheep and goats, moving between winter and summer pastures in the valley and the mountains. Ten years later he still does it but he is getting old and there is

nobody to take over the herd. The children, one a worker in France, another an illegal taxidriver, yet another an arabic teacher are all elsewhere. Beddia, a poor peasant, depending on farm work for others, fire wood collection and casual construction work in 1972 has cut all links with the soil in 1982. He is now a watchman in a state company in a nearby town. These are some of the cases which illustrate what the author perceives as the dominant process of «depeasantisation».

How representative is Bouhama of the Algerian countryside? How general is the process observed? From the point of view of the national economy the area by marginal agriculturally because of its local in the mountains. Non-farm opportunities may also have been exceptionally high due to heavy public investment in forestry. Still, there are many such marginal regions and the impact of oil and gas fuelled public expenditure has no doubt had similar impact in other parts. So the study has a wider relevance.

The focus on the transition from peasant to worker, however does not quite do justice to the complexity of economic activity documented in the study. What is striking is the importance of income that is derived neither from farm or from wage work but rather from crafts, transport and other business, including trade in grains, fodder and livestock. The prosperity of the latter in particular suggests that the break with the «soil» may not be so momentuous, especially as declining grains production is partly replaced by a booming fodder business. One may also wonder how long term or how temporary is the decline. The petroleum boom, just as in Nigeria, permitted the rapid expansion of cheap wheat imports. When the author returned in 1982 there were no longer the early morning columns of white smoke from the baking of kesra, the unfermented pancake of barley or hard wheat. Now white bread made from imported flour arrives every morning from the nearby town. Since that time however oil and gas prices and thus import capacity have drastically fallen. With rising protection against low cost imports local grains production may again become a viable venture.

The author does not think much of Algeria's agrarian revolution, although the area studied is said to be only marginally affected. He argues that mechanisation through cooperatives has not resulted in any genuine productivity increases. It seems however that it has prevented a sharp decline in the total area cultivated despite the diversion of labour into non-farming activities. And in this case as well one may ask what happens as a result of reduced grains imports.

The study is rich in suggestive empirical observations. It is less convincing in its attempt to relate to theoretical arguments about the nature of peasant economies and their mode of transformation. This is particularly so when class formation and differentiation are discussed. Bouhama, the author suggests surprisingly, is not a class society because the principal employer is the state and thus «foreign» to the

commune (p.185). The state, however, needs to be understood as a social agent with certain classe characteristics. Its intervention in a local community therefore embodies class relations. His conclusion that class analysis fails to «grasp the role of wage labour» in third world agriculture reflects a limited acquaintance with that method. Anyway, the book is well worth reading.

How representative is Bourdieu's view of the Algerian countryside? From the point of view of the national economy the step by marginal agricultural development may also have been exceptional. High productivity in forestry still there, the heavy investment in forestry and the impact of oil and gas related expenditure in other parts. So the study has a wider impact in other parts.

What is the importance of income that is derived from wage work but rather from state subsidies, including trade in grain, tobacco and livestock? The latter in particular suggests that the pie is not so important, especially as declining grain prices are replaced by a booming tobacco market. The problem of how temporary is the decline. The problem of how temporary is the decline. The problem of how temporary is the decline.

What is the importance of income that is derived from wage work but rather from state subsidies, including trade in grain, tobacco and livestock? The latter in particular suggests that the pie is not so important, especially as declining grain prices are replaced by a booming tobacco market. The problem of how temporary is the decline. The problem of how temporary is the decline.

What is the importance of income that is derived from wage work but rather from state subsidies, including trade in grain, tobacco and livestock? The latter in particular suggests that the pie is not so important, especially as declining grain prices are replaced by a booming tobacco market. The problem of how temporary is the decline. The problem of how temporary is the decline.

What is the importance of income that is derived from wage work but rather from state subsidies, including trade in grain, tobacco and livestock? The latter in particular suggests that the pie is not so important, especially as declining grain prices are replaced by a booming tobacco market. The problem of how temporary is the decline. The problem of how temporary is the decline.

What is the importance of income that is derived from wage work but rather from state subsidies, including trade in grain, tobacco and livestock? The latter in particular suggests that the pie is not so important, especially as declining grain prices are replaced by a booming tobacco market. The problem of how temporary is the decline. The problem of how temporary is the decline.

Je  
et L

Norm

ou rais

Professi

Adresse

Je joins un  
par virement

C.C.P. N

Banque

Compte

Mandat

Tarifs :

Prix du numé

1 an (4 numé

Étranger

200,00 FF

\* Sur envoi d'un c